

## DOPAGE

# La course en tests

Les contrôles ont beau se multiplier, l'image des Jeux reste plombée par les nombreuses affaires de dopage qui l'ont ternie.

« **P** *LUS VITE, plus haut, plus fort...* » La devise olympique s'applique à la lutte antidopage, et les JO de Paris ambitionnent de battre tous les records en ce domaine. Qu'on en juge : 6 000 tests urinaires, sanguins mais aussi, pour la première fois, génétiques seront effectués auprès des 10 500 athlètes participants. Quelque 300 préleveurs français et étrangers s'occuperont de

collecter les échantillons et 600 chaperons accompagneront après chaque épreuve les sportifs jusqu'aux points de contrôle disséminés sur les sites. Vingt millions d'euros auraient été budgétés pour cette opération, selon certaines sources. Les JO tiennent à restaurer leur image, après le scandale russe des Jeux de Sotchi, en 2014. Ex-directeur du laboratoire local de l'Agence mondiale antidopage

(AMA) réfugié aux Etats-Unis, Grigory Rodchenkov a révélé tous les détails de ce dopage organisé au niveau de l'Etat. Le transfuge n'épargne pas les autorités antidopage internationales, qui « *n'ont jamais cherché sérieusement à l'éradiquer. Les amateurs dépensent beaucoup d'argent pour voir du sport de haut niveau, tant dans les stades qu'à la télévision, et le sport n'a pas l'air de se porter si mal. Alors* ●●●

.....  
**Les JO aimeraient faire oublier le scandale russe de Sotchi 2014, un sommet du dopage organisé par l'Etat**  
.....



**“Certaines substances améliorant l'endurance sont indétectables. D'autres, comme la caféine ou l'hormone thyroïdienne, sont autorisées”**

Jean-Pierre de Mondenard, médecin spécialiste du dopage

... pourquoi chercheraient-ils à changer les choses ? »

Exclue du mouvement olympique, la Russie a dû rendre une pléthore de médailles. Mais cette affaire a porté un rude coup à la crédibilité de la lutte antidopage, dont les moyens avaient pourtant été considérablement renforcés en 1999. Cette année-là, le Comité international olympique (CIO) délègue ce travail délicat à l'AMA, qui liste les produits interdits et renforce les contrôles (mise en place du passeport biologique, prélèvements impromptus hors compétition). En 2018, à la suite du scandale russe, le CIO crée l'International Testing Agency (ITA), qu'il charge des prélèvements et des analyses, auparavant effectués par les fédérations sportives, pour éviter les conflits d'intérêts. Depuis, les cas de dopage où prédominent certaines disciplines, comme l'athlétisme et l'haltérophilie, ont

fortement reculé : quatre aux JO d'hiver de 2018 en Corée du Sud, huit aux JO d'été de 2016 au Brésil, six aux JO de Tokyo de 2021. Une broutille au regard du nombre de participants... La débauche de moyens serait-elle dissuasive ? C'est ce que veut croire le Comité Paris 2024, qui assure au « Canard » que l'antidopage est « une priorité » et que l'ITA a « amélioré ses méthodes ».

**DÉROGATIONS.** Las, le faible nombre de tricheurs détectés tient surtout au fait que les méthodes de dopage sont de plus en plus sophistiquées et que de gros trous subsistent dans la raquette. « Certaines substances améliorant l'endurance (comme l'hormone EPO injectée à microdose) sont indétectables. D'autres, comme la caféine ou l'hormone thyroïdienne, qui permet aux sportifs de s'affûter en améliorant le rapport poids/puissance musculai-

re, sont autorisées », relève Jean-Pierre de Mondenard. Ce médecin spécialiste du dopage, qui tient un blog sur ce sujet, pointe aussi les dérogations médicales complaisantes pour des médicaments contenant des substances interdites. « Selon l'AMA, 3 000 athlètes dans le monde, dont bon nombre vont se retrouver aux JO, disposent d'une dérogation. » Et de s'étonner que « près de la moitié des dérogations concerne la Ritaline, un stimulant habituellement prescrit aux enfants mais rarement aux adultes dans la population ».

La gouvernance de la lutte antidopage aux JO laisse aussi à désirer. Pour gagner en crédibilité, le CIO a certes délégué ce travail à des instances indépendantes comme l'AMA, l'ITA et le Tribunal arbitral du sport, qui prend les sanctions. Mais l'indépendance repose aussi sur des individus. « Or les cadres font carrière dans cet écosystème en passant d'une instance à l'autre, au risque de conflits d'intérêts. Et leurs dirigeants, souvent nommés sur des critères politiques, n'ont pas forcément les compétences requises », poursuit Mondenard.

Pour toutes ces raisons, les moyens considérables déployés aux JO ne permettent de détecter que peu de fraudeurs. Seuls des lanceurs d'alerte ou des repentis sont en mesure de révéler l'ampleur du phénomène, sans limite dans les régimes autoritaires. Le monde sportif est aussi celui du silence, quand on tutoie les sommets. ■

